



Juin 2017

ECVC soutient l'élevage porcin de qualité en Europe

ECVC est en faveur d'un élevage porcin de qualité en Europe.

Pour une régulation de la production porcine : l'Europe produit trop de porcs par rapport à sa consommation intérieure. Les exploitations porcines deviennent donc dépendantes des marchés extérieurs. L'embargo russe a été un véritable coup de massue pour les agriculteurs et les éleveurs. Il est temps de réguler ce marché, et contrôler notre production porcine, pour que les fermes de taille moyenne puissent continuer à opérer dans ce secteur pour gagner leur vie.

Contre l'immunocastration : en 2010, ECVC a décidé de ne pas signer la déclaration européenne sur les alternatives à la castration chirurgicale en 2010. Cette déclaration volontaire entraînerait dans tous les cas un surcoût pour les éleveurs déjà en difficulté économique.

Les signataires de cette déclaration évalueront les méthodes les plus adaptées pour remplacer la castration chirurgicale des porcelets. Or, la méthode qui semble être la plus simple à mettre en place est la vaccination par Improvac de la firme Pfizer. Cette méthode implique un coût inabordable et, en outre, au nom du principe de précaution, ECVC refuse la mise en place générale de ce vaccin et est en faveur d'une alternative qui obtienne l'aval des producteurs et des consommateurs. À court terme, nous revendiquons la continuation de la castration chirurgicale avec l'utilisation d'un analgésique.

Contre la réintroduction des farines animales dans l'alimentation des porcs : suite au scandale de la vache folle dans les années 90, de la multiplication des cas d'ESB et de la transmission à l'homme, ECVC, par principe de précaution, s'oppose à la réintroduction des farines animales dans l'alimentation des porcs.

Pour la diversité génétique : un élevage porcin de qualité passe par le maintien des différentes races présentes au sein de l'Union européenne, notamment les races rustiques. La diversité génétique des bêtes doit être garantie afin de préserver la biodiversité du génome animal et cette diversité génétique doit satisfaire les exigences des consommateurs.

Pour une étiquette claire : ECVC demande à la Commission européenne d'imposer un étiquetage clair et transparent sur l'origine des produits pour les produits transformés à base de viande. Cet étiquetage est déjà réalisé pour la viande fraîche (et congelée). Le consommateur est en droit de savoir ce qu'il mange et d'où vient la viande qu'il mange pour tous les produits à base de viande !

Pour des abattoirs de proximité : afin de favoriser les filières d'élevage de qualité, le bien-être animal et le bien-être de l'éleveur, l'Union européenne doit favoriser des abattoirs à proximité des fermes (30-40km maximum entre la ferme et l'abattoir).

Pour dire stop aux discours anti-viande : ECVC défend un élevage de qualité où les animaux sont élevés en respect avec la nature et avec un bien-être animal assuré. ECVC dénonce les discours anti-viande qui se propagent parmi certaines organisations de la société civile. Les consommateurs doivent privilégier une viande de qualité, issue d'animaux nés, élevés et engraisés localement, et qui est en conformité avec toutes les normes de traçabilité et de sécurité alimentaire fixées par l'UE.

Pour sortir l'agriculture des traités de libre-échange : l'agriculture et notamment l'élevage sont soumis à une concurrence déloyale lors des négociations des traités de libre-échange. Prenons l'exemple du CETA, l'accord de libre-échange signé entre le Canada et l'Union européenne accorde au Canada d'exporter 75 000 tonnes de viande porcine vers l'Union européenne. Or, l'Europe produit déjà trop de porcs. Arrêtons de considérer les éleveurs comme la variable d'ajustement des accords de libre-échange. L'élevage est un secteur qui doit être protégé de la concurrence.

Pour des statistiques transparentes et pertinentes : ECVC demande à la Commission européenne de travailler plus en lien avec les éleveurs. Toutes les statistiques présentées lors des diverses réunions n'abordent que l'aspect économique du marché (importations, exportations, prix de la viande, prix de l'alimentation animale). Il est temps de remettre l'éleveur et l'animal au centre des préoccupations du secteur (nombre de fermes, taille des exploitations par pays, nombres d'exploitants agricoles, nombre de repreneurs des fermes porcines, etc.) et de mettre des chiffres sur la réalité vécue dans les fermes.

Pour mettre sur pied un groupe d'analyse des coûts de production : ECVC demande à la Commission européenne de mettre sur pied un groupe d'analyse des coûts et des marges de toute la chaîne alimentaire, du producteur au consommateur.